ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 65-150 du 29-9-65 portant fixation du capital minimum des banques et établissements financiers prévu par l'article 20 de la loi du 21 juillet 1965.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit ;

Vu l'avis de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

Vu l'avis du comité des Banques et Etablissements financiers ;

Sur proposition du ministre des finances ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Toute banque agréée à exercer son activité sur le territoire de la République togolaise doit, à tout moment, justifier d'un capital dont le montant, sans jamais pouvoir être inférieur au minimum fixé par l'article 19 de la loi du 21 juillet 1965, doit être égal ou supérieur à :

— 80% des risques figurant à son bilan ou hors bilan, à la date de clôture de son plus récent exercice, s'il s'agit d'une banque commerciale ;

— 120% des risques figurant à son bilan ou hors bilan, à la date de clôture de son plus récent exercice, s'il s'agit d'une banque d'affaires ou d'une banque de développement.

Les mêmes rapports doivent exister entre les risques et les dotations dont conformément à l'article 20 de la loi précitée doivent justifier des banques étrangères autorisées à exercer leur activité sur le territoire de la République togolaise.

Art. 2 — Un arrêté du ministre des finances déterminera la qualification de banques commerciales, de banques d'affaires ou de banques de développement attribuée à chacune des banques agréées.

Art. 3 — Tout établissement financier agréé doit justifier, à tout moment, d'un capital dont le montant ne peut être inférieur à 100% de ses risques inscrits au bilan ou hors bilan à la date de son dernier exercice, sans que ce capital puisse être inférieur au minimum fixé par l'article 23 de la loi du 21 juillet 1965.

Art. 4 — Pour l'application du présent décret, il convient d'entendre :

— par capital, les fonds propres dont dispose la banque ou l'établissement financier, constitués par l'ensemble du capital social, des réserves, des dotations, des provisions non affectées et des bénéfices reportés sous

déduction des pertes ; en ce qui concerne les banques d'affaires et de développement, le capital ainsi déterminé sera majoré des prêts consentis par l'Etat assortis d'une cession d'antériorité de créance ;

— par risques, l'ensemble des crédits consentis par la banque ou l'établissement financier, quelle que soit la durée de ces crédits et qu'ils aient fait l'objet ou non de réescompte ou de mise en pension, les cautions et avals à l'exclusion des cautions pour marchés publics, les contre-garanties données aux banques locales ou extérieures, les ouvertures de crédit confirmé n'ayant pas encore fait l'objet d'une utilisation ; du total ainsi déterminé seront déduites les contre-garanties reçues de banques locales ou extérieures, les garanties délivrées par l'Etat et les provisions pour risques avec affectation.

Art. 5 — Les dispositions de l'article 1 ci-dessus entreront en vigueur le 30 septembre 1965.

Toutefois, s'agissant des banques commerciales, le rapport prévu à l'article 1 appliqué à leur bilan au 30 septembre 1965 pourra ne pas excéder 40% à la condition que des avances en comptes bloqués des maisons-mères ou sièges extérieurs s'ajoutant au capital tel que défini à l'article 4 établissent en permanence à 80% le rapport ci-dessus.

Le rapport minimum de 40% ainsi autorisé au 30 septembre 1965 sera annuellement élevé, selon les progressions ultérieurement déterminées pour atteindre le 30 septembre 1969 le taux de 80% fixé à l'article 1 du présent décret.

Art. 6 — La Banque Centrale précisera par instructions particulières les modalités de calcul des rapports prévus aux articles ci-dessus, ainsi que les modalités de constitution des avances en comptes bloqués.

Art. 7 — Le Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 septembre 1965

N. Grunitzky

DECRET N° 65-151 du 29-9-65 fixant les règles de liquidité que doivent respecter les banques installées sur le territoire de la République.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit ;

Vu l'avis de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

Vu l'avis du comité des Banques et Etablissements financiers ;

Sur proposition du ministre des finances ;

Le conseil des ministres entendu,